

**Mostefa TRARI TANI**

*Maître de conférences à la faculté de droit d'Oran*

# Droit

algérien de l'arbitrage  
commercial international

**1<sup>ère</sup> Edition**

**COLLECTION**

**Droit pratique**

**BERTI**  
Editions

DR 859

COLLECTION : DROIT PRATIQUE

038753  
⑤



# DROIT ALGERIEN DE L'ARBITRAGE COMMERCIAL INTERNATIONAL

**Mostefa TRARI-TANI**

Docteur d'Etat de l'Université de Rennes

*Maître de conférences à la faculté de droit d'Oran*

**BERTI**  
Editions

# TABLE DES MATIÈRES

Introduction.....	13
<b>Chapitre préliminaire : Historique de l'arbitrage commercial international en Algérie</b>	<b>17</b>
<b>Section I : La naissance d'un droit de l'arbitrage dans le cadre du code de procédure civile.....</b>	<b>17</b>
§ 1 - L'environnement socio-économique .....	17
§ 2 - Les limites du texte .....	18
<b>Section II : L'arbitrage dans le cadre du nouvel ordre économique international .....</b>	<b>19</b>
§ 1 - L'interdiction de l'arbitrage dans le domaine des hydrocarbures .....	19
A - Les nationalisations de 1971 et l'arbitrage international .....	20
B - L'arbitrage dans les contrats d'association.....	21
§ 2 - La controverse liée aux contrats de développement .....	21
A - L'action dans l'ordre interne .....	22
B - L'action dans l'ordre international .....	23
1° - La proposition algérienne à la CNUCED de 1979 .....	23
2° - Le règlement algéro-français de 1983 .....	24
<b>Section III : L'arbitrage et intégration au nouvel ordre commercial mondial .....</b>	<b>25</b>
§ 1 - La reconnaissance de l'arbitrage dans le secteur public économique .....	25
§ 2 - L'arbitrage dans la nouvelle politique d'investissement en Algérie .....	26
A - L'action sur le plan du droit interne .....	26
B - Les conventions internationales .....	28
1° - Les conventions multilatérales .....	28
a) La Convention de Washington du 18 mars 1965 .....	28
b) La Convention de Séoul du 11 octobre 1985 .....	28
2° - Les conventions bilatérales .....	29
3° - Les conventions à caractère régional .....	29
a) L'accord inter-arabe du 10 juin 1974 .....	30
b) L'accord de la Compagnie interarabe pour la garantie .....	30
c) La Convention unifiée pour l'investissement des capitaux arabes dans les pays arabes .....	31
4° - L'accord inter-maghrébin d'Alger du 23 juillet 1990 .....	31
§ 3 - Le décret législatif du 25 avril 1993 .....	32

# Première partie

## La convention d'arbitrage

### Chapitre premier : Le principe d'autonomie de la convention d'arbitrage .....37

#### Section I : Autonomie de la clause compromissoire par rapport au contrat principal ...38

##### §1 - Le principe d'autonomie dans la pratique arbitrale .....38

###### A - Le principe d'autonomie dans l'arbitrage ad hoc .....38

###### B - Le principe d'autonomie dans l'arbitrage institutionnel .....39

###### 1°- Affaire Sonatrach c. K.C.A. Drilling Ltd .....39

###### 2°- Affaire Dalico c. la municipalité libyenne de Khoms .....40

###### 3°- L'affaire de partage de succession .....41

##### §2 - Le principe d'autonomie dans le droit positif .....42

###### A - Les conventions internationales .....42

###### B - Le principe d'autonomie dans le décret législatif .....42

#### Section II : Autonomie par rapport à toute loi étatique .....43

##### §1- La méthode conflictuelle de la Convention de New York .....43

##### §2 - La méthode du décret législatif .....44

###### A - La règle de l'autonomie .....44

###### B- Le droit régissant le fond

###### .....45

###### C- Application du droit algérien .....46

##### §3- Les solutions dans la pratique internationale .....46

###### A - L'affaire Dalico c. la municipalité de Khoms (Libye) .....47

###### 1°- La décision des arbitres .....47

###### 2°- La jurisprudence française Dalico .....48

###### a- Le principe d'autonomie .....48

###### b- Les critiques .....48

###### B - L'affaire Bec Frères c. l'Etat tunisien .....49

###### 1°- La procédure devant les tribunaux tunisiens .....49

###### 2°- La procédure devant les arbitres .....50

###### 3°-La procédure devant les tribunaux français .....50

###### C. - L'affaire KFTCIC c. Ikori .....51

###### 1°- La décision des arbitres .....51

###### 2°- La décision de la Cour .....52

### Chapitre deuxième : Formation de la convention d'arbitrage .....53

### Section I : Le consentement à l'arbitrage .....53

#### §1 - La capacité .....53

##### §2 - Précision du consentement .....54

###### A - Clauses pathologiques .....54

###### B - Les clauses combinées .....55

#### §3 - La portée du consentement .....57

### Section II : L'arbitrabilité du litige .....59

#### §1- L'arbitrabilité ratione personae .....59

##### A - L'aptitude de compromettre des personnes morales publiques

##### dans la pratique arbitrale .....60

###### 1°- L'aptitude des collectivités publiques territoriales .....60

###### 2°- L'affaire KFTCIC c. Ikori .....61

##### B - L'aptitude de compromettre des personnes morales publiques dans le droit positif 62

#### §2 - L'arbitrabilité ratione materiae .....65

##### A - L'arbitrabilité ratione materiae au regard du droit positif .....65

##### B - L'arbitrabilité ratione materiae dans la pratique internationale .....67

###### 1°- L'affaire de partage de succession .....68

###### 2° - l'affaire Hilmarton .....68

### Section III : Forme et preuve de la convention d'arbitrage .....69

#### §1- La forme de la convention d'arbitrage dans le décret législatif .....70

#### §2 - Articulation avec le système de New York .....70

### Chapitre troisième : Les effets de la convention d'arbitrage .....73

#### Section I : L'incompétence des tribunaux étatiques .....73

##### §1. - Le principe d'incompétence des tribunaux .....73

###### A- Les conventions internationales .....73

###### B- Les droits nationaux .....74

##### §2 Le régime de l'incompétence .....74

###### A- Impossibilité pour les tribunaux de soulever d'office leur incompétence

###### Moment de l'appréciation par les tribunaux de leur compétence .....74

###### B- Moment de l'appréciation par les tribunaux de leur compétence .....74

#### Section II : La compétence des arbitres .....76

##### §1- Renonciation au privilège et immunité de juridiction .....77

###### A- Immunité de juridiction .....77

###### B - Privilège de juridiction .....78

##### §2 - L'obligation de déférer le litige aux arbitres .....79

## Deuxième partie L'instance arbitrale

<b>Chapitre premier : La constitution du tribunal arbitral</b> .....	83
<b>Section I : La désignation des arbitres</b> .....	84
§1 – Autonomie des parties dans la désignation des arbitres .....	84
A - Le droit conventionnel .....	84
B - Les règlements d'arbitrage .....	85
C - Le droit étatique .....	85
§2 - Limites à l'autonomie des parties dans la désignation des arbitres .....	86
A - Les limites à l'autonomie des parties dans la pratique .....	86
1°- Les arbitrages CCI .....	86
2°- Les arbitrages CIRDI .....	88
3°- Le règlement algéro-français .....	89
B - Les limites à l'autonomie des parties dans le décret législatif .....	89
<b>Section II : Difficultés dans la désignation des arbitres</b> .....	90
§1 - L'arbitrage institutionnel .....	90
A - La Cour internationale d'arbitrage CCI .....	90
1°- Désignation d'arbitres 90	
2°- La récusation et le remplacement d'arbitre .....	92
B- Le centre CIRDI .....	93
§2 - L'arbitrage ad hoc .....	94
A - Le système CNUDCI .....	94
B - Le règlement algéro-français .....	96
C - Le recours aux tribunaux étatiques.....	96
a- La compétence .....	97
b- La nomination, la récusation et le remplacement .....	97
<b>Chapitre deuxième : La compétence du tribunal arbitral</b> .....	99
<b>Section I : La compétence à l'égard des mesures provisoires et conservatoires</b> .....	99
§1 - La compétence exceptionnelle des juges étatiques .....	100
A - La controverse dans la pratique internationale .....	100
1°- La pratique générale .....	100
a) L'arbitrage institutionnel .....	100
b) L'arbitrage ad hoc .....	101

2°- La pratique du CIRDI .....	101
B - La compétence du juge dans le droit étatique .....	102
§2 -La compétence des arbitres .....	103
A - Les conventions internationales .....	103
B- La pratique arbitrale .....	103
1°- L'arbitrage ad hoc .....	103
2°- L'arbitrage institutionnel .....	104
C - Les droits nationaux .....	105
<b>Section II : La compétence de la compétence</b> .....	105
§1- La compétence-compétence dans la pratique arbitrale .....	106
A - Compétence-compétence et indépendance de la clause d'arbitrage.....	106
B- Compétence-compétence en tant que règle matérielle .....	107
1°- L'arbitrage institutionnel .....	107
a) L'affaire Holiday Inns c. le gouvernement marocain .....	107
b) L'affaire de partage de succession.....	108
2°- L'arbitrage ad hoc .....	109
§2- La compétence-compétence dans les conventions internationales.....	109
§3 – La compétence-compétence dans le droit étatique .....	110

## Troisième partie Le droit applicable

<b>Chapitre premier : Le droit applicable à la procédure</b> .....	113
<b>Section I : Le choix des parties</b> .....	113
§1- La consécration du principe .....	114
A - Le recul de la théorie du for arbitral .....	114
B - Affirmation du principe .....	116
1°- Le droit conventionnel .....	116
2°- Le droit algérien. ....	116
§2 - Consistance du principe .....	116
A - La liberté du choix .....	117
B – L'objet du choix .....	117
1°- La référence aux règlements d'arbitrage .....	118
2°-Les autres choix.....	118
<b>Section II : La décision des arbitres</b> .....	119
§1 - Autonomie du droit applicable à la procédure .....	119

A - Droit de la procédure et droit du fond.....	120
B- La loi de procédure et droit du siège.....	120
1°-La Convention de New York .....	120
2°- La jurisprudence arbitrale antérieure .....	121
§2 - La liberté des arbitres.....	122
A - Affirmation du critère.....	122
1°- Le droit conventionnel .....	122
2°- La pratique arbitrale .....	123
a) L'arbitrage ad hoc .....	123
b) Les règlements d'arbitrage .....	123
3°- Le nouveau droit algérien .....	124
B - Limites au pouvoir des arbitres .....	125
1°- L'ordre public procédural .....	125
a) Les règlements d'arbitrage.....	126
b) Les droits nationaux .....	126
2°- La procédure dans le pays où la sentence peut faire l'objet d'un contrôle.....	127
<b>Chapitre deuxième : Le droit applicable au fond du litige .....</b>	<b>129</b>
<b>Section I : Le principe du libre choix .....</b>	<b>131</b>
°§1- L'autonomie des parties.....	131
A - Affirmation du principe d'autonomie .....	131
1°- Le droit conventionnel .....	132
2°- La pratique arbitrale .....	132
3°- Le nouveau droit algérien .....	133
B - La consistance du principe .....	134
1°- Application du droit étatique.....	134
a) Elargissement de la référence à toutes les sources du droit.....	134
b) Exclusion de la théorie du envoi .....	135
c) Le blocage, le dépeçage et le montage .....	135
2°- Amiable composition et équité .....	135
a) L'hostilité à l'amiable composition dans la pratique antérieure .....	136
b) La consécration dans le droit positif .....	138
§2 - L'autonomie de l'arbitre .....	139
A- Fondement juridique de cette liberté .....	139
B - Méthode de détermination du droit applicable par les arbitres.....	140
1°- Autonomie de la méthode par rapport au droit du siège.....	140

a) L'éviction des règles substantielles .....	141
b) L'éviction des règles de conflit .....	141
2°- Libre choix de la méthode .....	142
a) Le recours à une règle de conflit .....	142
b) La détermination directe .....	144
c) Limites à la liberté du choix .....	144
§1- La lex mercatoria .....	145
A - L'hostilité de principe.....	145
B - La soumission de fait à la lex mercatoria dans la pratique arbitrale .....	146
1°- Dans l'arbitrage ad hoc.....	146
2°- Dans l'arbitrage institutionnel.....	147
C - Le nouveau droit algérien .....	149
§2 - L'exception d'ordre public.....	149
A - Les lois de police .....	149
1°- Lois de police et formation du contrat affaire Hilmarton) .....	150
2°- Lois de police et force majeure .....	151
a) Affaire S. c. P. ....	151
b) Les affaires concernant des entreprises publiques libyennes.....	152
B- L'ordre public international.....	153

## Quatrième partie

### Exécution forcée et contrôle sur la sentence arbitrale

<b>Chapitre premier : Les systèmes de reconnaissance et d'exequatur des sentences... 159</b>	
<b>Section I : Le système d'exécution dans les conventions internationales .....</b>	<b>159</b>
§1 - La Convention de Washington de 1965 .....	159
A. - La procédure de reconnaissance et d'exécution .....	160
B. - Le contrôle sur le fond de la sentence .....	160
§2 - Le règlement algéro-français de 1983.....	161
<b>Section II : Le système de reconnaissance et d'exécution des sentences dans le décret législatif .....</b>	<b>162</b>
§1 - La procédure.....	162
§2 - Le contrôle sur la sentence.....	163
A- Le contrôle sur l'existence matérielle.....	163
B- Le contrôle sur le fond .....	163

<b>Chapitre deuxième</b> Les voies de recours contre la sentence .....	165
<b>Section I :</b> Les voies de recours exclues .....	165
§1- Exclusion de la tierce opposition	165
§2- Exclusion de l'appel-réformation	165
§3 - Exclusion de la rétractation	166
<b>Section II :</b> Les voies de recours retenues	167
§1- Le recours en annulation	167
A) Le recours en annulation des sentences en Algérie	168
B- Affaire Ford, Bacon & Davis (US) c. Sonatrach	169
§2 - L'appel	171
A - L'appel contre l'ordonnance refusant l'exequatur	171
B- L'appel contre l'ordonnance qui accorde la reconnaissance et l'exequatur	171
<b>BIBLIOGRAPHIE</b> .....	175

# Droit

## algérien de l'arbitrage commercial international

L'Algérie s'est dotée d'une législation moderne sur l'arbitrage international et ceci après plusieurs décennies de défiance à l'égard d'une institution devenue une composante fondamentale de l'ordre commercial mondial en gestation.

Certes quelques articles de doctrine ont été publiés sur la nouvelle législation, mais aucune étude de synthèse n'a été entreprise jusque là, ni pour faire le bilan de la pratique paradoxalement prolifique des entreprises publiques algériennes dans ce domaine, ni pour analyser le nouveau texte à la lumière des standards internationaux en la matière.

Le présent ouvrage se veut une réponse à ces deux préoccupations. Ainsi, tout en rapprochant ledit texte des conventions internationales ratifiées par l'Algérie et en le comparant avec d'autres textes étrangers, l'auteur nous livre des éléments de la pratique arbitrale ayant impliquée des parties algériennes.

De fait, l'ouvrage s'adresse aussi bien à ceux qui entendent se spécialiser en droit international privé et en droit du commerce international, qu'aux praticiens : juges, avocats, arbitres et juristes d'entreprise, qui trouveront ici, nous l'espérons, les réponses aux questions les plus actuelles de l'arbitrage commercial international.

ISBN : 9961-69-118-0



9 789961 691182